

DEUX MOIS ET TOUJOURS RIEN

# La crise institutionnelle n'est pas près de s'achever au sud du pays

Seule la Wallonie est en ordre de marche. Ailleurs, la situation reste plus bloquée que jamais...

**O**livier Maingain a mis de nouvelles revendications sur la table ce lundi pour débloquer la Région bruxelloise et la Communauté française. Dont certaines sont carrément impossibles à réaliser sur le plan légal...

Vous rentrez du Swaziland et vous êtes largué dans la crise politique ? Rassurez-vous, il ne s'est rien passé depuis un mois. Et les semaines qui s'ouvrent ne sont visiblement pas près de changer la donne. Passons tout ça en revue.

**1 Où en est-on ?**  
Nulle part depuis l'installation du nouveau gouvernement wallon, fin juillet. Déclenchée par le cdH le 19 juin, la crise n'a toujours pas de solution en Région bruxelloise et en Communauté française, où MR et humanistes n'ont pas, seuls, de majorité.

**2 Personne ne veut monter avec eux ?**  
On peut dire ça comme ça, oui. Ecolo refuse de faire l'appoint en Communauté. Et Défi, incontournable sur Bruxelles, met la barre tellement haut que cela sonne plus comme un message de blocage qu'autre chose.

**3 Mais Olivier Maingain ouvre la porte, non ?**  
Sur la forme, oui. Sur le fond, c'est autre chose. Il demande par exemple que le MR soit cohérent et se sépare du PS à la province de Liège (qui a couvert Publifin) et à la ville de Bruxelles (où on ne présente plus le scandale du Samusocial). Or, c'est... légalement impossible. À la Province, le décret wallon interdit tout renversement d'alliance depuis le 30 juin et jusqu'aux prochaines élections d'octobre 2018. À Bruxelles, c'est encore plus impossible, sauf accord du... PS pour que ses échevins soient déchargés de leurs matières, tout en restant rémunérés...

**4 Que veut Défi, alors ?**  
Rester avec une majorité PS-cdH-Défi à la Région bruxelloise, et évoluer vers un attelage PS-cdH-MR-Défi à la Communauté française, qui serait ainsi le reflet des majorités des deux gouvernements régionaux.

**5 Le cdH pourrait accepter ?**  
La question est plutôt : est-il en mesure de ne pas l'accepter ? Benoît Lutgen paraît coincé. S'il fait démissionner ses ministres à Bruxelles et à la Communauté sans solution de rechange, il bloquera le fonctionnement des gouvernements. Ce qui serait dramatique pour tous ceux qui en dépendent, dont les enseignants, son terreau électoral historique où il a déjà perdu pas mal de parts de marché.

**6 Et le PS ?**  
Il s'accroche à l'espoir de demeurer aux affaires, plusieurs barons n'acceptant pas l'idée de se replier dans l'opposition pour s'y refaire une santé.

Volontairement ou non, Défi est sérieusement en train de l'y aider.

**7 Et le MR, dans tout ça ?**  
Il est au balcon. Sans avoir rien fait, il se retrouve au centre du jeu comme jamais. Il n'a pas provoqué la crise et laisse le cdH s'en dépatouiller. Comme le PS, Ecolo et Défi, il sait que si l'ex-PSC venait à disparaître, il en tirerait électoralement profit. Au pire, durablement fâché avec le PS, le cdH s'annonce comme scotché à lui pour longtemps, à tous les niveaux de pouvoir. Un scénario de rêve, à l'approche des échéances électorales intenses de 2018 et 2019. Qui plus est, plus les semaines vont passer et moins il sera intéressant pour lui de monter dans deux nouveaux attelages, faute de temps pour des réformes étiquetées libérales. Il a d'ailleurs déjà prévenu Olivier Maingain : pas question de gouverner avec le PS... ●

CHRISTIAN CARPENTIER

## Les demandes de Défi

### « Nous devons abroger le décret inscriptions »

On ne s'est guère pressé au portillon, ce lundi, pour répondre aux nouvelles exigences à la sortie de crise du président de Défi, Olivier Maingain. Chez Ecolo, on préférerait « étudier les propositions avant de s'exprimer, et éviter d'ajouter du brouhaha au brouhaha ». Au cdH et au MR, on a aussi préféré le silence radio. « Mais il met tellement de conditions que c'est une nouvelle façon de dire non et de protéger ses accords avec le PS à Bruxelles », entendait-on en plusieurs endroits. Sur le fond, que demande Olivier Maingain, dont le parti est indispensable à une sortie de crise à la Région bruxelloise ? Cela restera un peu mystérieux sur Bruxelles, toute sa communication d'hier étant axée sur la

seule Communauté française. Il y demande de « dépasser la situation conflictuelle pour favoriser le plus large consensus possible » avec « une union des partis francophones ».

La Communauté – prononcez : « Fédération Wallonie-Bruxelles » doit être « représentative des deux Régions », à ses yeux. Et comme M. Maingain ne voit aucune raison de modifier l'attelage PS-cdH-Défi sur Bruxelles, il appelle donc à la constitution d'une majorité PS-cdH-MR-Défi à la Communauté. Néanmoins, les ministres y seraient réduits de 7 à 5 : deux issus du gouvernement wallon, deux de son homologue bruxellois et un seul spécifique. Les frais de cabinets seraient égale-

ment réduits de 25 %. Il appelle aussi chacun à « un engagement solennel et irrévocable pour refuser tout transfert de compétences » de la Communauté vers un autre niveau de pouvoir « jusqu'en 2029 ». Il y aurait par contre de meilleures coopérations avec les Régions sur de grands dossiers communs.

#### QUITTER LE PS

Les citoyens de Flandre devraient pouvoir bénéficier des services de la Communauté, en faisant primer le droit des personnes sur celui du territoire cher aux Flamands. Les recrutements seraient dépolitisés dans l'administration. Le port de signes conventionnels ou politiques y

serait interdit. Et plus aucun élu ne pourrait gagner plus que 150 % de l'indemnité parlementaire, revenus privés inclus.

Dans l'enseignement, Olivier Maingain demande notamment l'abrogation du décret inscriptions. Il a reçu sur ce point l'appui de Laurette Onkelinx (PS). Un peu étonnant, quand on se souvient que le décret accusé aujourd'hui de dysfonctionner a été créé par Marie Arena (PS) puis Christian Dupont (PS). M. Maingain demande enfin au MR de quitter « par cohérence » le PS à la ville de Bruxelles et à la Province de Liège « là où les scandales sont nés et dont il est complice ». ●

CH. C.